

CIBLE

Social

Il est regrettable que, pour son premier déplacement à l'étranger, le nouveau chef du gouvernement français se soit rendu au congrès de l'Internationale socialiste.

Cet acte partisan n'a d'ailleurs pas rendu service à la famille politique du Premier ministre, puisque la rencontre de Malmö a démontré l'impossibilité théorique et pratique de cette « Europe sociale » dont on fait grand cas dans la gauche qui se veut moderniste : l'aspiration sociale est contredite par les principes libéraux qui inspirent la réglementation européenne, et l'histoire montre que toute protection sociale s'affaiblit au fur et à mesure que son champ d'application territorial s'agrandit.

De surcroît, les débats de Malmö ont cruellement souligné la gravité des désaccords entre les gouvernants de gauche - notamment entre les travaillistes partisans de la « flexibilité » et les sociaux-démocrates.

Nous savions déjà qu'il n'y avait pas de socialisme européen. Nous constatons à présent qu'il y a de moins en moins de socialistes en Europe.

GOUVERNEMENT

La gauche peut-elle réussir ?

Danger

La montée du Front

p. 4

Mondialisation

Entretien avec Sami Naïr

p. 6/7

La république en danger

« Par leur vote, les Français ont peut-être, le 1^{er} juin, dessiné eux-mêmes les contours d'une nouvelle République ». A l'heure où on lisait ces lignes dans l'éditorial du « Monde », « Royaliste » parvenait à ses lecteurs sous le titre « Refonder la respublica ».

Nos vœux étaient-ils donc exaucés ? Hélas, la lecture de Jean-Marie Colombani avait de quoi décevoir les attentes : revenant sur la « consultation des cinq constitutionnalistes » - critiquée ici-même par Axel Tisserand (1) - il concluait sur une supputation de plus en plus insistante : les gaullistes, et en particulier Jacques Chirac, seraient en passe de « dynamiser par erreur les institutions de la Ve République ».

Encore que la formule convienne pour décrire le bouquet d'actes manqués que l'hôte de l'Élysée vient d'offrir à la nation, Colombani se départit un peu légèrement des responsabilités de la classe communicante : n'est-ce pas de la plume et du micro qu'on nous chatouille depuis des années avec l'idée du quinquennat, et qu'on nous berce de l'obsession ce qu'elle a de trop « gaullien » ? La nouvelle République, dont une étrange vision de Georges

Vedel prophétise ici la naissance, n'est autre que celle qui, arrachant au chef de l'État son « pouvoir présidentiel absolu », permettra à Lionel Jospin de procéder aux révisions constitutionnelles dont « la voie est tracée » par les « sages » susdits. Décidément, la version scolaire du psychodrame de 1789-91, quoiqu'usée jusqu'à la corde, est encore, faute de mieux, condamnée à régler l'avenir de la nation...

Certes, le président Chirac fournit un remarquable prétexte à cette régression solennelle. Arrivé à la présidence avec des convictions aussi floues que contradictoires, il a dit et laissé dire tant de facilités sur le septennat, voire le « monarchisme » de sa fonction qu'il est aisé de le prendre aujourd'hui au mot : s'il s'avise de défendre soudain la tradition, personne ne croira qu'il a autre chose en tête que l'opportunité du moment. D'autre part, cédant aux habitudes du parti gaulliste, il a transposé à l'Élysée les

mœurs autocratiques du chef du RPR et du maire de Paris sans voir qu'il en forçait les traits jusqu'à la caricature. Ainsi, dans ce recours à la dissolution et l'usage pulsionnel qu'il a voulu en faire : non pour dénouer une crise politique, mais pour anticiper sur des échéances électorales et forcer sa majorité à fournir un blanc-seing à une politique impopulaire. S'est-il avisé que l'échec personnel dont il prenait le risque entraînerait l'amointrissement de son autorité, non seulement à l'intérieur mais en politique étrangère comme les observateurs internationaux l'ont noté ? Ce manque de détachement s'est aggravé par sa façon d'entrer lui-même en compétition, non seulement en pointant le cap choisi lors de la présidentielle, mais en présomant de l'équipage puis en le répudiant au profit d'un attelage de fantaisie, voire, plus gravement, en tirant argument des inconvénients de la cohabitation sur la capacité de

la France en politique européenne au moment où le Chancelier Kohl lui rendait visite à Paris...

Ce flot de pataquès trahit une incompréhension radicale de l'esprit dans lequel la Constitution situe le rapport de l'autorité présidentielle et du pouvoir gouvernemental. Et certes, il est inévitable que les gouvernants successifs d'un pays aient plus ou moins d'affinités avec les institutions. Mais s'il fallait, chaque fois, qu'on les réajuste en fonction de leur degré d'ignorance, d'inculture ou d'impuissance, aucune nation n'aurait de Constitution durable. A cela servent justement les « constitutionnalistes » : à approfondir l'esprit du droit à la lumière de l'expérience historique qui fait les traditions vivantes. Or voilà que, spéculant à la fois sur les défaillances présidentielles et sur le désir de changement d'une majorité d'alternance, ces « sages » prétendraient mettre au rebut ce qui fait l'originalité française et lui confère son profil historique parmi les peuples !

L'opération doit échouer dans le cours de la vie nationale : soit que le nouveau gouvernement ait des soucis plus urgents, soit que lui-même découvre une autre perspective. Mais l'histoire retiendra de cette période d'écœurement étrange, que la conviction paisible et profonde des royalistes est presque seule consciente de la valeur du cadre institutionnel qui garantit en France la république des citoyens.

Luc de GOUSTINE

(1) in *Royaliste* n° 688.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : La république en danger - p.3 : Pourvu que ça tienne ! - Les nouveaux gouvernants - p.4 : Nous avions, hélas, raison... - p.5 : La diplomatie de la cohabitation - p.6/7 : Mondialisation : double diagnostic - p.8 : De l'exclusion à l'élimination - En hommage à Radkowski - p.9 : L'exception Kolakowski - p.10 : Paroles sur la France - Cris et hennissements - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Pourvu que ça tienne !

En dehors du Front national, nul n'a intérêt à l'effondrement de la droite classique.

Au RPR, les règlements de comptes qui ont immédiatement suivi la défaite n'incitent pas à l'optimisme.

Ayant préconisé le rejet de la droite, en raison de son échec patent, nous n'en sommes que plus libres pour souhaiter, dans l'intérêt public, que ses grandes formations demeurent unies et assez fortes pour continuer de représenter, vaille que vaille, les traditions libérale, démocratique et conservatrice de notre pays.

A cette nécessité fondamentale, qui est la condition de nos grands équilibres politiques et de l'alternance démocratique, s'ajoute des considérations stratégiques qui sont devenues un enjeu national au lendemain de la défaite de la droite le 1^{er} juin.

Ceci pour une raison toute simple : au premier tour des élections législatives, le Front national (3 775 382 voix) est passé devant l'UDF (3 685 015 voix) et il est devenu la troisième formation politique française qui talonne le RPR (4 084 506 voix). Il est donc évident que l'effondrement du parti chiraquien ferait du Front national le premier parti de droite, qui pourrait remporter la majorité des sièges à l'Assemblée nationale. La France se trouverait alors dans une situation de guerre civile.

Cette évidence aurait du imposer à l'ensemble des responsables de la droite une très grande sagesse quant à la réorganisation de leurs états-

majors en vue d'une éventuelle recombinaison de leurs forces. Tel a été le cas à l'UDF, puisque François Léotard, président de l'UDF, semble avoir trouvé un modus vivendi entre lui-même, François Bayrou (Force démocrate) et Alain Madelin qui est devenu président du Parti républicain.

Au contraire, le RPR a donné, dès le lendemain de la défaite, le spectacle consternant des règlements de comptes personnels (contre Alain Juppé, déjà à terre) aboutissant à une tentative de putsch pour lequel se sont liguées des carpes ultra-libérales (Édouard Balladur, Nicolas Sarkozy) et de vieux loups cyniques : l'un qui se venge (Charles Pasqua), l'autre qui veut devenir président de la République en 2002 à n'importe quel prix.

Dans ce pugilat où tous les coups sont permis, pas une idée n'a été échangée, pas la moindre esquisse d'un projet politique n'a été présentée. Ravi, le Front national s'est déclaré prêt à accueillir les éclopés et les écoeurés... Mais il n'est jamais trop tard pour s'arrêter sur le chemin du suicide collectif. Espérons.

Maria DA SILVA

APPEL PRESSANT

Notre souscription stagne et n'a pas encore atteint son objectif.

Celui-ci est pourtant VITAL pour nous.

Envoyez-nous rapidement votre participation.

Les nouveaux gouvernants

Noyés dans les flots d'anecdotes insipides, submergés par l'enthousiasme de commande de quelques grands titres de la presse, tentons malgré tout de prendre quelques repères.

La défaite de la droite n'a pas effacé la pensée unique. Simple-ment, le discours-mode a pris une apparence et une tonalité un peu plus « sociale » mais reste cependant libéral et européiste. Et la presse social-démocrate s'est livrée à une présentation enthousiaste et très orientée du gouvernement nouvellement désigné : *Libération* a présenté les ministres comme s'ils appartenaient tous à la « génération Jospin » (Jean-Pierre Chevènement, vraiment ? Jean-Claude Gayssot aussi ?) et a cité comme *Le Monde* un extrait très européiste d'une déclaration d'Hubert Védrine à la revue *Le Débat* (1) tandis que *Libération* entonnait le grand air du « réalisme » et célébrait la liquidation du mitterrandisme.

Essayons malgré tout d'y voir clair.

- Le nouveau gouvernement est structurellement conservateur : l'architecture ministérielle antérieure est conservée, mais derrière l'allègement de façade on la rend plus massive : moins de ministres, mais deux mastodontes (Économie-Finances, Social) qui seront difficiles à piloter.

- La nouvelle équipe est « jospinisée » dans la mesure où le Premier ministre, selon

une vision d'apparatchiki, s'est efforcé de réaliser un équilibre minutieux des personnalités et des orientations : Jean-Claude Gayssot (Transport) est contrebalancé par Dominique Voynet (Environnement) ; Catherine Trautmann par Martine Aubry (elles sont rivaless à plus d'un titre) ; Dominique Strauss-Kahn (Bercy) par... Martine Aubry qui apparaît ainsi comme un pivot : excellente position pour remplacer un jour Lionel Jospin. De même, les anti-maastrichtiens compensent les maastrichtiens, avec Hubert Védrine au Quai d'Orsay dans le rôle du médiateur.

- Pour Lionel Jospin, la difficulté sera de maintenir un équilibre général entre les grandes masses d'une part, et entre les grands rivaux (ou grandes rivales) d'autre part. Le risque est l'immobilisme. A moins que sa propre conviction emporte les contradictions internes du gouvernement dans une dynamique. Reste à savoir quelle est la conviction politique du Premier ministre.

Jacques BLANGY

(1) *Le Débat* n° 95 cité par *Le Monde* du 7 juin. Nos lecteurs pourront se reporter avec profit à l'entretien que nous a accordé Hubert Védrine : cf. *Royaliste* n° 680.

Nous avions, hélas, raison...

Comme la Nouvelle Action royaliste l'avait prévu, le Front national a encore progressé à l'occasion des élections législatives. Il a bénéficié de la complaisance de la droite et des erreurs de la gauche. Nous aurions préféré que les faits démentent nos analyses.

Avec près de 15 % des suffrages au premier tour des législatives, le Front national consolide une nouvelle fois son enracinement. Ce qu'il faut retenir, ce n'est pas seulement le succès de Jean-Marie Le Chevallier à Toulon. Le fait marquant de ces élections anticipées, c'est que le FN est désormais en mesure de jouer les arbitres entre droite et gauche de trois manières. En maintenant ses candidats dans 132 circonscriptions et en étant présent dans 76 triangulaires. En négociant localement des ententes, notamment avec des candidats de Philippe de Villiers (1). En appelant avec plus ou moins de succès, là où il ne pouvait se maintenir au second tour, ses électeurs à sanctionner telle ou telle personnalité de la majorité présidentielle ou de l'opposition (Alain Juppé, Jean Tiberi, ou Jacques Toubon ici, Catherine Trautmann là...).

Peu important les divergences tactiques, vis-à-vis du RPR

et de l'UDF, apparues entre le chef Jean-Marie Le Pen et certains de ses lieutenants, dont Bruno Mégret. Peu importe que le FN, pris de court, n'ait pas mené une « bonne » campagne. Peu importe l'inconsistance de ses analyses économiques et l'absence d'un projet politique précis. Peu importent ses contradictions fondamentales entre les tenants d'un « catholicisme » intégriste et ceux d'un paganisme militant, entre les nationalistes purs et durs et les régionalistes ethnicisants (en Alsace notamment). En dépit de tout, le FN continue d'engranger les voix.

COMPLAISANCES A DROITE

« C'est effrayant, ils n'ont même pas besoin de faire campagne », déplorait Catherine Trautmann au lendemain du premier tour (2). Certes, les thèses xénophobes du FN sont, depuis belle lurette, confortées par la complaisance et les concessions de la

droite : lois Pasqua et Debré... Mais le maire de Strasbourg ferait bien de s'interroger sérieusement sur son attitude et celle de son parti, au lieu de se lamenter. Au lendemain de la victoire du FN aux municipales de Vitrolles, Axel Tisserand (3) écrivait ici-même : « la peur d'une victoire de l'extrême-droite n'est plus un motif suffisant pour retenir les électeurs », et il ajoutait que le vote FN : « est devenu aussi... un vote positif. Une part de l'électorat espère maintenant dans un parti qui a pour lui de n'avoir jamais été un parti de gouvernement ».

On le constate à nouveau, l'extrême-droite populiste attire de plus en plus les votes protestataires. Ses résultats électoraux prouvent que la tactique menée par une grande partie de la gauche et de certains mouvements antiracistes constitue une erreur. La diabolisation du FN, organisation légale, a conforté Jean-Marie Le Pen dans son rôle de porte-parole des exclus et de victime de la classe politique établie. Elle n'a cessé de le placer sur le devant de la scène. C'est la raison pour laquelle, invitée à Strasbourg le 29 mars, la Nouvelle Action royaliste a refusé de se joindre à la manifestation organisée contre le FN à l'occasion de son congrès. Il ne s'agissait évidemment pas d'une quelconque complaisance vis-à-vis d'une extrême-droite dont nous avons été parmi les pre-

miers à dénoncer la renaissance et le péril. Dans un éditorial de *Royaliste* (4), nous constatons que : « du point de vue de l'efficacité, la manifestation de Strasbourg ne fait que reproduire spectaculairement les erreurs commises et répétées avec une obstination consternante ».

BONNE CONSCIENCE A GAUCHE

Aujourd'hui, les résultats du FN nous donnent, hélas, raison. Son implantation nationale est renforcée. Elle l'est également en Alsace, province où ce parti réalise des scores très supérieurs à la moyenne, en dépit du « défilé de la bonne conscience » organisé sous l'égide du maire de Strasbourg. « A l'opposé des techniques de communication, l'action politique doit relier les valeurs et les actes, les principes et les engagements », écrivait récemment Bertrand Renouvin (4). Tant que la gauche n'offrira pas une espérance de changement radical, la progression du FN sera toujours plus menaçante.

LA GAUCHE AU PIED DU MUR

Cela suppose non seulement que la nouvelle majorité tienne ses engagements quant à l'abrogation des lois Pasqua et Debré, mais aussi qu'elle lutte contre la corruption jusque dans ses rangs, qu'elle mène une action politique claire, qu'elle tourne résolument le dos à un libéralisme économique source de chômage et d'inégalité. Faute de quoi un « boulevard » s'ouvrirait devant un Front national renforcé par les divisions de la droite, et la démocratie serait en péril.

Alain SOLARI

(1) « M. de Villiers s'entend avec le FN et la majorité ». *Le Monde* du jeudi 29 mai 1997.

(2) « Le soleil de Mme Trautmann assombri par le score du FN ». *Le Monde* du mardi 27 mai 1997.

(3) « Une logique déshonorante et suicidaire ». *Royaliste* n° 681.

(4) « Le défilé de la bonne conscience ». *Royaliste* n° 684.

La diplomatie de la cohabitation

La troisième cohabitation de la cinquième république devrait inaugurer une pratique diplomatique différente des deux premières en cumulant légitimité et continuité.

Personne ne se souvient de Jean-Bernard Raimond, ministre des Affaires étrangères écartelé entre Mitterrand et Chirac. Le Juppé de Matignon a fait complètement oublier le Juppé qui avait su se faire estimer à la fois du Quai d'Orsay et du président François Mitterrand que Balladur, Premier ministre de l'époque, ne cherchait pas à concurrencer sur ce terrain. Le nouveau successeur de Vergennes devrait avoir une responsabilité plus importante dans la mesure où il sera plus en phase avec l'environnement intérieur et extérieur, et où il lui reviendra de donner du corps à une présence présidentielle qui s'est largement définie au cours des deux dernières années par des coups, estimables mais éphémères.

L'un des meilleurs connaisseurs de Jacques Chirac parmi ses adversaires, Michel Rocard, a fait récemment (1) une excellente analyse de « cinq cent jours de diplomatie chiraquienne » qui préfigure exactement ce que pourrait être la nouvelle cohabitation (qu'à l'époque où il écrivait, l'auteur était à mille lieues d'imaginer). Sa conclusion était la suivante : « il faut savoir gré à Monsieur Chirac de poser les bonnes questions, fut-ce en le faisant à coups de boutoir, sur l'identité européenne de défense, l'OTAN ou le Moyen-Orient. Mais il faudrait le convaincre que sa méthode est dangereuse

car elle aggrave l'isolement de la France. C'est une prise de conscience qu'il faut faire émerger. A l'évidence, il y faudra des années. L'urgence est mauvaise conseillère. Le président de la République française est l'un des rares grands responsables du monde à disposer de beaucoup de temps. Que n'en profite-t-il mieux ! ».

Ce texte était prémonitoire. Mais il caractérise bien l'action diplomatique d'un homme pressé et d'un homme seul. Un homme qui a plu, aux Arabes, aux Chinois, à Eltsine - lequel l'en a récompensé par la signature à Paris le 27 mai de l'Acte fondateur des relations OTAN-Russie, dernier coup réussi mais qui, comme ceux des Américains, ne saurait se suffire à lui-même. On reproche trop aux Américains de privilégier le court terme pour nous désintéresser de ce que Rocard appelle « les déterminations longues ». Un homme qui pour les mêmes raisons qu'il plaisait à certains, faisait peur à d'autres, imprévisible pour ses collègues européens, agaçant pour ses interlocuteurs américains, incertain pour nos amis africains.

« Quelques audaces parfois mal récompensées », poursuit l'ancien condisciple de Chirac, ne sauraient suffire à faire oublier que la diplomatie, c'est d'abord de la politique et que la politique étrangère suppose une pensée, une machine et des alliés ». La chance de

cette nouvelle cohabitation serait de donner aux intuitions présidentielles du corps tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, faire des socialistes français et européens des alliés de LA politique étrangère française qui serait de plus en plus une politique menée en coopération, supprimer cette dichotomie injuste entre politique intérieure et politique étrangère, combler le fossé entre politique européenne et politique étrangère et de sécurité commune.

Le jeu en vaut la chandelle si l'on voulait s'en donner sincèrement la peine. Il s'agit rien de moins que de réconcilier la France avec tous les Français, les Français avec tous les Européens et bien entendu au-delà, tous les Africains, avec le monde au sens de Malraux qui se fait (ou faut-il écrire faisait ?) une certaine idée de la France. Il doit être possible de faire autour d'une pratique de la politique étrangère la synthèse entre l'héritage gaulle et le legs mitterrandien, entre l'audace chiraquienne et la méthode rocardienne. C'est certes beaucoup attendre d'un simple ministre des Affaires étrangères, et partant de la « machine » qu'il a à sa disposition et qui demande à être revalorisée en conséquence. Nul ne pouvait mieux incarner ce programme qu'Hubert Védrine que nos lecteurs connaissent bien (2).

Yves LA MARCK

(1) dans la revue « Relations internationales et stratégiques » (n° 25 - printemps 1997).

(2) Hubert Védrine, nouveau ministre des Affaires étrangères, était l'hôte des colonnes de *Royaliste* (n° 680) en février à propos de son livre « Les mondes de François Mitterrand » (prix franco : 180 F).

BRÈVES

♦ **RUSSIE** : Le grand-duc Vladimir Romanov, Gueorgui, prêterait serment à la patrie lors d'une cérémonie organisée pour sa « majorité dynastique », le 21 juin prochain à Kastrama, berceau ancestral de la dynastie impériale. Le fils de la grande-duchesse Maria Vladimirovna, a eu en effet seize ans en mars dernier. « Il ne s'agit pas d'un coup d'État monarchiste, mais d'un acte à la signification uniquement religieuse », a indiqué M. Zakharov l'un des organisateurs, aucune personnalité politique ne sera invitée à la cérémonie car nous ne voulons pas que cet événement religieux devienne une manifestation politique ».

♦ **JAPON** : Pour la première fois, l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko se sont rendus en visite d'État au Brésil et en Argentine pendant deux semaines. L'événement est de taille dans la mesure où le couple impérial nippon se déplace rarement. Le voyage a été placé sous haute surveillance par les ambassades qui voulaient « éviter tout problème qui rappellerait la prise d'otages à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima au Pérou » : des murs de trois mètres de haut ont été construits à la hâte autour de l'ambassade à Brasilia où le couple impérial devait recevoir plusieurs centaines d'invités. La communauté nipponne du Brésil est la plus grande du monde : elle se chiffre à un million de Japonais et de « sans-seis » (descendants à la troisième génération).

♦ **ROUMANIE** : Le roi Michel de Roumanie poursuit ses périples européens dans le cadre de la mission que lui a confiée le président Emil Constantinescu auprès des pays européens membres de l'OTAN. Le 2 juin dernier, il est arrivé officiellement au Luxembourg, invité de la famille grand-ducale, où il a eu des entretiens politiques avec le Premier ministre Jean-Claude Juncker, avant de prononcer une conférence à la Bibliothèque Nationale et de rencontrer la communauté roumaine de Luxembourg à la résidence de l'ambassadeur.

♦ **PORTUGAL** : Devant une foule nombreuse et enthousiaste, agitant des bannières de l'ancienne monarchie abolie en 1910, Dom Duarte et Dona Isabel, duc et duchesse de Bragance ont fait baptiser leur fille Maria Francisca de Bragance à Vila-Vieosa, siège du palais ducal des Bragance. L'archevêque d'Evora a procédé à la cérémonie devant les parrains : l'infant Dom Henrique, frère du duc de Bragance, et la princesse Gundakar de Liechtenstein, née princesse Marie de France. Étaient également présents les oncles et tantes du duc de Bragance : la comtesse de Paris, la princesse Thérèse et dom Pedro-Gastao d'Orléans et Bragance. La République n'était pas absente de ces agapes, puisque, outre une réception à l'hôtel de ville et des réjouissances populaires pendant deux jours, l'épouse du président socialiste Mario Soares, Maria Barroso, et l'ancien président Ramalho Eanes et sa femme avaient tenu à être présents.

Cité

Le numéro 30 vient de paraître

Au sommaire on y trouve, entre autres : Un dossier sur « La démocratie médiatique », un entretien avec Lucien Sfez : « Communication : fin d'une idéologie », une étude sur Michel Foucault.

Prix franco : 40 F

Philosophe et politologue, Sami Naïr a engagé avec Edgar Morin une discussion sur l'ensemble du phénomène de « mondialisation ». Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, notre invité expose les grands axes de ce débat, les points d'accords et les divergences qu'il a révélé, et souligne les dangers que le principe ultra-libéral de la concurrence fait courir à notre civilisation.

■ **Royaliste :** Dans quelles conditions avez-vous été amené à écrire ce livre avec Edgar Morin ?

Sami Naïr : Ce livre est né d'un premier projet, qui devait reproduire une discussion entre Edgar Morin et moi. Cette discussion a eu lieu, mais nous avons décidé de nous astreindre à une mise en forme plus approfondie de ce que nous avions dit, et à nous répartir précisément les domaines : Edgar s'est attaché aux problèmes concernant les fondements, l'éthique, la démocratie, tandis que je me consacrais à la mondialisation, à la transformation du travail, etc. Nous avons pu ainsi mesurer nos désaccords, que nous avons précisés dans des chapitres où nous nous sommes mutuellement critiqués.

■ **Royaliste :** Il y a aussi des points d'accord...

Sami Naïr : Oui ! Nous constatons tous deux que nous nous trouvons dans une période où, pour la première fois à l'époque moderne, les références prospectives sont en crise. Les Lumières, au XVIII^e siècle, et le marxisme, à la fin du XIX^e, ouvraient des perspectives, donnaient un sens à l'avenir. Aujourd'hui, les sociétés perdent leur capacité à la renaissance parce qu'elles n'ont plus de rapport au sens. Ceci en raison de l'extraordinaire délabrement de la pensée critique qui est lié à l'effondrement du marxisme.

Et cela même si la pensée de Marx reste un des éléments nécessaires à la compréhension de la réalité. Mais cette pensée ne peut pas offrir une vision du monde qui nous permettrait de penser l'avenir.

Nous sommes également d'accord sur l'analyse de la mondialisation : il y a déjà eu des « économies-monde », mais aujourd'hui et pour la première fois dans l'histoire, c'est l'ensemble des sociétés qui participe au processus de globalisation. A l'échelle planétaire, ce processus vise à organiser les sociétés sur le même mode marchand.

■ **Royaliste :** Encore faut-il définir cette mondialisation...

Sami Naïr : C'est là ma première divergence avec Edgar Morin. Pour moi, il ne s'agit pas de n'importe quelle mondialisation, mais de la mondialisation du libéralisme. Le système économique qui se met en place à l'échelle mondiale est capitaliste, et de surcroît, c'est un capitalisme lié au libéralisme économique conçu sur le modèle anthropo-économique américain : c'est le marché et la concurrence qui structurent les rapports entre les hommes, l'unité de mesure de la construction des rapports sociaux se rapportant essentiellement à la concurrence.

Au contraire, le capitalisme européen a dès le XVIII^e siècle refusé d'absolutiser le principe de la concurrence

puisque les philosophes des Lumières mettent en avant les principes de mesure, d'égalité, de solidarité qui s'opposent radicalement à une concurrence qui proclame la guerre de tous contre tous. Au XIX^e siècle, le capitalisme français s'inscrit dans cette tradition européenne : il y a une confrontation permanente entre la société capitaliste et le marché, qui s'est traduite jusqu'à nos jours par la victoire des principes du capitalisme européen sur la logique absolue du marché libéré.

Or la prédominance actuelle du modèle anglo-saxon aboutit au fait que le marché domine le capitalisme : ce n'est pas par hasard si la dictature des marchés financiers est l'une des principales caractéristiques du processus de mondialisation. Ce processus est fondamental : il renvoie à une problématique implicite du lien social, conçu selon le principe totalement libéré de la concurrence, autrement dit de la guerre de tous contre tous.

■ **Royaliste :** Cette prédominance du modèle anglo-saxon est-elle la conséquence de facteurs conjoncturels, ou s'inscrit-elle dans un mouvement plus profond ?

Sami Naïr : C'est un processus majeur, que Marx n'avait pas envisagé. Vous savez que l'auteur du *Capital* dénonce le fétichisme de la marchandise, laquelle prend une autonomie de plus en plus grande par

rapport à la valeur d'usage et enfin par rapport à la société. Dans ce processus de réification, de « chosification », les hommes sont de plus en plus esclaves de la marchandise. Or Karl Polanyi va beaucoup plus loin que Marx en montrant que ce ne sont pas seulement les marchandises, mais le marché lui-même qui s'autonomise par rapport aux sociétés, jusqu'au point où celles-ci sont dominées par ses lois aveugles. Telle est bien la situation que nous connaissons aujourd'hui, à l'échelle internationale et non plus seulement à l'échelle nationale.

De là découle que le système lui-même ne se définit plus comme un phénomène historique mais comme un processus naturel : d'où la rhétorique des élites qui invoquent les

contraintes pour imposer la soumission aux lois du marché. Il faut toutefois préciser que le modèle anglo-saxon est contesté aux États-Unis depuis le début du siècle : des économistes américains n'ont cessé d'opposer au modèle darwinien de la concurrence un modèle qui est en gros celui de Roosevelt.

■ **Royaliste :** Le système est-il aussi solide qu'on le dit ?

Sami Naïr : Non. Ce système ne pénètre pas en profondeur les sociétés, et il est essentiellement fondé sur des mécanismes de spéculation qui sont très fragiles. Outre la fameuse « bulle financière », les dirigeants du système (les responsables du FMI que je cite dans le livre) ont peur

d'une mise en mouvement des acteurs sociaux et des nations – quelles qu'elles soient – car dès que ça bouge le système est déstabilisé.

Je tiens par ailleurs à souligner que la mondialisation n'est pas un processus abstrait : dans sa manifestation concrète, nous sommes essentiellement en présence d'une domination conflictuelle entre les trois nations qui ont la capacité de peser sur le système économique international : les États-Unis, l'Allemagne et le Japon.

■ **Royaliste :** Pourquoi ces trois pays seulement ?

Sami Naïr : Ce sont les seuls qui sont capables de peser, relativement, sur les taux d'intérêt. Ces trois pays ont leur propre espace de domination (l'Europe pour l'Allemagne, l'Asie pour le Japon, et la capacité d'intervention tous azimuts des États-Unis) et ils sont engagés dans une lutte permanente qui constitue la réalité du processus de mondialisation.

Vous savez que les États-Unis se servent du dollar pour appuyer leur suprématie économique, qu'ils contrôlent la production pétrolière, qu'ils ont le monopole des armes et, de plus en plus, la possibilité d'exporter un modèle culturel qui est avant tout un produit marchand.

L'Allemagne dispose également de sérieux atouts : notamment l'articulation forte entre leur système industriel et

leur système financier, et une économie qui est capable de jouer de l'effet de masse dans la compétition internationale. Aussi a-t-elle des positions très importantes en France, en Angleterre et en Espagne.

Quant au Japon, il se distingue des États-Unis par le fait que les Américains ont une conception défensive alors que les Japonais ont une volonté offensive : ils ont commencé par produire chez eux, dans un cadre très protégé, afin de vendre à l'étranger. Le modèle américain ne néglige certainement pas les capacités d'exportation avec un dollar faible, mais les Américains cherchent à créer des usines à l'étranger dont la production est orientée vers le territoire américain. C'est le cas au Mexique, où les usines installées près de la frontière travaillent pour le marché américain dans des conditions optimales du point de vue capitaliste : salaires jeunes, auxquels il est absolument interdit de se syndiquer. L'importation de produits à bas prix aux États-Unis, et les effets de concurrence qu'ils provoquent sur leur marché intérieur, expliquent pour une part la croissance américaine.

■ **Royaliste :** Quelle est la situation de la France ?

Sami Naïr : Notre pays n'a aucune influence sur le processus que je décris, mais il tente d'entrer dans le système pour participer à cette lutte et pour en tirer profit. C'est le cas dans le domaine des industries de la défense : nous réfléchissons à la possibilité de constituer des sociétés européennes d'armement, ce qui est positif. Mais les projets de production ne sont pas alternatifs : ils viennent simplement compléter l'industrie militaire américaine et risquent dans les dix prochaines années de s'intégrer dans l'industrie nord-américaine de la défense.

■ **Royaliste :** Tout bien pesé, la mondialisation est-elle une chance ou un péril ?

Sami Naïr : Les conclusions d'Edgar Morin sont différentes des miennes : il pense que la mondialisation est une chance, et ses arguments sont forts, alors que j'ai tendance à mettre l'accent sur les aspects négatifs – quant à l'identité

des peuples, quant à l'équilibre des sociétés, quant au développement de la civilisation...

Mais nous sommes d'accord sur le fait que la mondialisation est d'abord un processus de désagrégation et de déstabilisation. La balkanisation qu'on observe en Yougoslavie est une anticipation de ce qui peut se développer dans les années à venir, notamment en Afrique, si nous ne sommes pas capables de réorienter ce processus. Ainsi au Zaïre, où la guerre civile a souligné l'échec cinglant des élites qui, comme dans tant d'autres pays africains, se sont enrichies de manière scandaleuse au détriment d'un pays aujourd'hui ruiné.

Dans notre pays, la crise du lien social et la crise du travail sont profondément liées au processus de mondialisation et aux disciplines qui en résultent. Il y a une corrélation directe entre le développement de la précarité et la soumission aux critères de l'union monétaire prévus dans le traité de Maastricht. Ces critères ne sont pas techniques : il s'agit de plans d'ajustement structurels destinés à mettre en conformité les économies des pays européens, non seulement par rapport à elles-mêmes mais surtout par rapport au système mondial, au libéralisme dominant.

Mais nous avons en Europe une certaine capacité à absorber les chocs, et nous parvenons à gérer vaille que vaille le chômage et la précarité, à en étaler les conséquences dans le temps et à amortir les effets des choix économiques et monétaires. Les pays du tiers monde ne peuvent pas agir ainsi et les populations tombent immédiatement dans l'exclusion et la misère.

Mais ce processus de destruction est à l'oeuvre dans toutes les sociétés et, si nous n'y prenons garde, le modèle anglo-saxon que je décrivais finira par détruire la civilisation européenne.

Propos recueillis par
Sylvie Fernoy

Edgar Morin et Sami Naïr
**Une politique
de civilisation**

prix franco : 120 F.
Voir l'article paru
dans *Royaliste* n° 680.

MONDIALISATION

Double diagnostic



De l'exclusion à l'élimination

Contre les avocats juifs, Vichy enclencha un mécanisme d'éviction et de spoliation qui fut largement approuvé par le Barreau, les juges et les professeurs de droit. Pourquoi ?

Il y a plusieurs manières de lire l'ouvrage de Robert Badinter (1). Toutes sont accablantes et nécessaires.

Privilégier l'histoire des avocats juifs sous l'occupation, c'est faire le chemin qui conduit ces hommes à subir leur éviction du Barreau, la spoliation de leurs droits (à la retraite) et de leurs biens, leur internement dans des camps (Drancy...) dirigés par des officiers de l'armée française et gardés par des gendarmes français, et enfin leur départ vers les camps d'extermination. Robert Badinter relate les faits, commente à peine, mais il lui suffit de citer des lettres d'avocats qui évoquent fièrement un grand-père, un père, des frères tombés devant l'ennemi, et leurs propres décorations militaires, pour qu'on mesure cette atrocité première : des patriotes, parfois des héros, présentés comme étrangers en France et comme ennemis de la patrie.

Examiner le « droit antisémite » de Vichy, c'est découvrir comment un sentiment xénophobe, qui se porte avant-guerre sur les Français de tradition juive et sur les Juifs immigrés et réfugiés, peut se traduire en texte de loi, être appliqué en toute bonne conscience, et savamment commenté par des professeurs de droit. Robert Badinter remonte à l'origine du préjugé qui, comme au temps de l'affaire

Dreyfus, se transforme au cours des années trente en phobie paranoïaque. Les textes cités montrent comment l'odieux peut être légalisé, comment la fiction de l'antisémitisme d'État révèle son contenu raciste, puis l'imbécillité manifeste des dispositions adoptées, et leur logique meurtrière.

Nous parvenons ainsi à la dimension morale et philosophique du livre : des juristes appliquent la loi sans faire la moindre référence au Droit, ce qui montre le danger du positivisme juridique ; des hommes se soumettent à l'autorité (française, allemande) sans se poser de questions sur leur conduite, sans même s'apercevoir, après la Libération, qu'elle était ignoble. C'est sur cette adhésion veule que s'établissent toutes les dictatures.

Aussi le livre de Robert Badinter ne cesse-t-il nous renvoyer dans l'actualité : dans ses fantasmes, et parfois mot pour mot, le discours antisémite et sa mise en œuvre par Vichy nous renvoient aux thèmes et aux propositions qui alimentent aujourd'hui la propagande xénophobe.

Yves LANDEVENNEC

(1) Robert Badinter - « Un antisémitisme ordinaire, Vichy et les avocats juifs (1940-1944) » - Fayard, 1997 - prix franco : 115 F.

En hommage à Radkowski

Penseur discret, trop tôt disparu, Georges-Hubert de Radkowski nous a laissé une œuvre qui est à méditer, à reprendre et à développer.

Il y a des livres qu'on garde de deux manières en mémoire : pour ce qu'ils disent, pour la joie éprouvée à les découvrir. *Les Jeux du désir* (1) font partie de ces souvenirs heureux.

C'était en 1980. La conjoncture économique se trouvait déjà au centre des préoccupations, mais l'idéologie libérale n'avait pas encore subi l'effrayante régression dogmatique qui nous oblige à consacrer beaucoup de temps au rappel d'évidences. Tandis que Valéry Giscard d'Estaing marchait élégamment vers sa défaite, nous portions un vif intérêt à la critique des concepts fondamentaux de l'économie politique, dans le fil de la tradition critique revivifiée par le mouvement de Mai 1968.

A cet égard, la réflexion de Georges-Hubert de Radkowski fut d'un apport considérable. L'auteur des *Jeux du désir* avait en effet le mérite de replacer l'économie dans les activités humaines en montrant qu'elle n'engendrait pas ces activités mais se contentait de les organiser selon les possibilités offertes par la technique et en dépensant le moins possible.

C'était rompre avec le déterminisme économique, de manière d'autant plus radicale que Georges-Hubert de Radkowski rappelait à l'homme la pleine liberté de ses choix : au

lieu de reprendre la triste description d'un individu asservi à un Besoin que l'économie aurait vocation à satisfaire, il mettait en lumière un être de désir, donc inattendu dans ses choix, et même capable des plus étonnantes abstinences. Dès lors, l'économie politique devenait une science de l'aléatoire, de l'indéterminé - une mise en œuvre nécessaire mais aventureuse des curieuses préférences et des étranges décisions par lesquels la raison de l'homme transcende les calculs ratiocinants.

Accompagné de sa femme Angèle, Georges-Hubert participait à nos réunions, savant comme tout maître, rieur comme un étudiant. Il fut emporté par la maladie, brutalement, en juillet 1987. Ses amis honorent sa mémoire en continuant de réfléchir sur son œuvre afin de la prolonger. En témoigne un ouvrage (2) qui contient des textes inédits de Georges-Hubert, et les contributions au premier colloque qui lui a été consacré. Le lire est un acte de fidélité créatrice.

Sylvie FERNOY

(1) Georges-Hubert de Radkowski, « *Les Jeux du désir. De la technique à l'économie* », P.U.F. 1980 (prix franco : 120 F). Et aussi : « *Métamorphose de la valeur* », PUG, 1987 (prix franco : 105 F).

(2) « *Anthropologie générale* » - Textes de G.-H. de Radkowski, contributions de Irène Fernandez, Michel Deguy, Christine Orsini, René Girard - L'Harmattan - prix franco : 100 F.

L'exception Kolakowski

Leszek Kolakowski commença sa carrière intellectuelle dans la Pologne de l'ère stalinienne comme philosophe officiel du parti, dont il se détacha progressivement, puis de la façon la plus nette dès 1956. Par la suite, ses recherches l'entraînèrent dans un domaine qui, a priori, était aux antipodes de ses positions premières, puisqu'elles ne concernaient rien de moins que la mystique chrétienne et ceux qu'il appelait les « chrétiens sans église ». Il est devenu ainsi un spécialiste très autorisé du marxisme et un philosophe de la religion ce qui peut s'expliquer pour des raisons de biographie et d'enracinement polonais. Mais la culture de Kolakowski dépasse les raisons contingentes, par une connaissance exceptionnelle des problèmes théologiques qui est aujourd'hui rarissime dans le monde de la pensée. A certains égards, on pourrait même parler d'un mépris qui se repaît d'ignorance.

Pourtant tous ceux qui ne cessent de s'épanouir dans la rhétorique de la modernité auraient avantage à comprendre, plus profondément qu'ils ne le font d'ordinaire, comment le monde moderne a pu s'émanciper d'une certaine régulation théologique, et à quel prix pour le sens de l'homme. « *Le sort de l'homme*, disait Pierre Bayle, est dans une si mauvaise situation que les lumières qui le délivrent d'un mal le précipitent dans un autre ». Il faut être bien inconscient et léger pour ne pas voir que les querelles que l'on croit d'un autre âge demeurent d'une actualité étonnante et nous éclaireraient plus sur nous-mêmes que la dernière pluie idéologique.

Dans son dernier livre (paru en anglais en 1995), Kolakowski s'attarde dans le dix-septième siècle janséniste en s'interrogeant sur l'originalité de Pascal. Avec humilité, il n'entend rien ajouter à une érudition qu'il maîtrise avec bonheur. Il ne cherche qu'à réfléchir dans une direction : « *Mon but a été de comprendre le jansénisme à la fois comme une étude théologique qui a tenté de venir à bout de quelques-uns des insolubles mystères du christianisme, et comme un modèle réactionnaire de la foi et de la vie chrétiennes, une tentative désespérée de repousser la sévère menace des Lumières* ». De ce point de vue, la querelle se prolonge encore au sein du christianisme contemporain.

Nous n'entrerons pas ici dans l'analyse des oppositions entre augustiniens et molinistes sur la grâce. Celles-ci peuvent paraître « byzantines » aux non initiés qui les écartent comme hier les encyclopédistes qui avaient bien tort. Car s'il est une clé qui nous donne au moins une entrée sur le mystère de l'homme et les apories de la liberté, elle est bien là. Le jansénisme a la vive conscience de notre étrangeté par rapport au monde. Par là, il rejoint le gnosticisme qui ne cherche qu'à se délivrer de la vie charnelle, qui éprouve le corps comme une prison ou une source de souffrance. Ce sentiment d'étrangeté peut être largement moderne et à la source d'un nouveau stoïcisme « qui s'appuie sur l'exaltation de la volonté individuelle et s'affirme dans son opposition tragique à l'indifférence

nature ». Il peut être aussi propre au pessimisme janséniste qui le traduira dans un certain rapport au christianisme. Et celui-ci est largement partagé par Pascal. Contre l'humanisme serein de la Renaissance fondé sur la correspondance de l'homme et du cosmos, contre la synthèse thomiste à l'aise dans l'univers de la nature, Pascal avoue son effroi pour les espaces infinis.

Certes, l'auteur de l'*Apologie de la religion chrétienne* n'a nul dédain pour la science moderne, dont il défend l'autonomie par rapport à toute intervention de l'autorité religieuse. Mais il sépare la foi de la connaissance : « *Il soutenait que la première pouvait se passer du fragile support de la seconde, parce qu'il n'appartient pas à nos pouvoirs intellectuels limités d'accorder quelque validité à la vérité chrétienne* ». Cette séparation n'est pas seulement d'ordre épistémologique : « *Personne, semble-t-il au XVII^e siècle, n'a mieux exprimé que Pascal cette incompatibilité entre la vie de la foi et la vie séculière* ». Dans cette logique, Pascal est antihumaniste et s'oppose à une conciliation entre les aménités de la vie séculière et la vie chrétienne. L'étrangeté gnostique au monde est transposée dans un christianisme qui refuse obstinément ce monde, pour l'obtention du salut. Or le salut n'est pas homogène au monde, il dépend tout entier de la justice d'un Dieu souverain.

Ce Dieu là s'oppose au Dieu des jésuites qui serait laxiste « *complaisant, clément, comprenant nos faiblesses au regard de tant de tentations et avec lequel on peut toujours arranger un contrat avantageux pour les deux parties* ». Les deux camps sont, semble-t-il, bien tranchés et les doctrines irréconciliables. Intégristes et progressistes ne s'opposent-ils pas encore aujourd'hui avec une même inflexibilité ? Kolakowski, pour sa part, ne renvoie pas les uns et les autres dos à dos. Il découvre dans les uns et les autres des vérités nécessaires. Les jansénistes ont leur intérêt dans la mesure où ils empêchent le christianisme de s'évanouir dans un humanisme pélagien (c'est-à-dire où l'homme accomplit son salut avec son

seul mérite et sans la grâce de Dieu). Il est indisposé, comme le Pascal des *Provinciales*, par certaines méthodes des jésuites. Mais il se rallie à la doctrine officielle de l'Eglise qui échappe au pessimisme désespérant des uns et à l'optimisme intempérant des autres.

Les jansénistes étaient persuadés que le christianisme était en péril, si on voulait à tout prix l'accommoder au monde. Kolakowski pense que leur inquiétude n'était pas méprisable. Bien plus, il établit une continuité entre le XVII^e siècle et le nôtre car le courant actuel de sécularisation qui menace la substance même de la foi chrétienne correspond aux hantises jansénistes. Pourtant il constate que le christianisme « *n'est pas devenu une philosophie séculière, en dépit des efforts intenses de nombreux théologiens catholiques* ». Il n'en conclut pas moins : « *Au terme de sa longue campagne contre le jansénisme, le christianisme a effectivement subi une mutation tant théologique que culturelle, imperceptible à l'époque. C'est sans doute ce qui a permis la survie de l'Eglise, mais à un prix que les augustiniens du XVII^e siècle auraient trouvé exorbitant* ». Est-ce de sa part l'indice d'un regret, d'une hésitation ? Non, sans doute, parce qu'en dépit de son intérêt il ne peut adhérer à la religion janséniste, ni à celle de Pascal qu'il définit « *comme une religion pour des hommes malheureux* » et qui « *était venue à les rendre plus malheureux encore* ». Mais pour autant, la pente au christianisme facile ne lui sourit pas non plus. Et l'effacement du vieil augustinisme n'est pas forcément un progrès.

Leszek Kolakowski - « *Dieu ne nous doit rien, brève remarque sur la religion de Pascal et l'esprit du jansénisme* » - Bibliothèque Albin Michel Idées - prix franco : 170 F.

par Gérard Leclerc



Paroles sur la France

« *Parlez-moi de la France* », c'est la supplique que Michel Winock attend de son lecteur, et il ne se fait pas prier pour l'exaucer dans ce livre où l'on navigue de l'acquiescement à l'agacement.

Agacement, car l'auteur s'y fait manifestement plaisir, donnant son avis sur la France d'aujourd'hui à la lumière de l'Histoire qu'il narre à coups de références souvent elliptiques et élitistes, chaque page étant pavée de clins d'oeil culturels s'adressant à des lecteurs avertis.

Que pense donc Michel Winock de la France ? Qu'elle est peuplée de radicaux-poujadistes et d'anarcho-bonapartistes (le bonapartisme étant notre tropisme avoué, et le centrisme notre tropisme inavoué), éternels râleurs à la mentalité d'assistés à force d'État-Providence, adeptes de la « grévomanie ».

La gauche n'échappe pas à la critique, incapable d'assumer un Bad Godesberg autre que rampant et coupable d'avoir gâché en Michel Rocard, « l'un des rares porteurs d'espoir du PS, et qui a incarné une ambition nationale ». Principal accusé : François Mitterrand, sérieusement mis à mal dans ce livre, même s'il a permis de rompre avec « la bêtise des utopistes » de 1981.

Outre un passage expéditif et méprisant sur les gaullistes de gauche, l'anticommunisme tient bien sa place dans cet essai. Ainsi apprenons-nous, entre autres turpitudes bolcheviques, que l'antiaméricanisme (à aucun moment distingué de l'antiatlantisme) est « ce qui reste du communisme quand on a tout oublié, un réflexe pavlovien garanti ». Le

Monde diplomatique prend aussi sa volée de bois vert pour crime de lèse-Amérique.

Social-démocrate, Michel Winock ? disciple de la « gauche américaine », comme aurait dit Jean-Pierre Chevènement ? Mieux encore : « socialiste-conservateur-libéral », espèce moderne définie par « le grand marxologue polonais Leszek Kolakowski ». Et face à la gauche française incurablement étatiste, « une droite modérée doit être là pour nous tenir en éveil sur le présent ».

A part cela trois sujets semblent préoccuper particulièrement l'auteur : l'exercice du pouvoir de type mitterrandien, la crise démographique et la laïcité, valeur à défendre à tout prix (ce que le Conseil d'État, « désœuvré ou mal inspiré », ne fait pas) dont dépend l'intégration des populations d'Afrique du Nord.

Les royalistes trouveront un motif particulier de satisfaction dans le chapitre « Nostalgie royale » où Bertrand Renouvin et la NAR (jugée « bernanosienne ») sont évoqués avec une certaine bienveillance. Le peuple français a besoin d'un pouvoir incarné, d'un chef. Mais s'il veut toujours un roi, il veut toujours aussi « couper la tête au roi ».

« De bien des manières, mon pays reste pour moi une énigme » disait Georges Bernanos...

Jean-Michel DEJENNE
Michel Winock - « Parlez-moi de la France » - Points Seuil - prix franco : 47 F.

Cris et hennissements

On achève bien les chevaux. Et au passage, on flingue les cavaliers. Car une nouvelle boucherie chevaline vient d'ouvrir, elle a accroché son enseigne sur les plus huppés des champs de courses d'Europe, d'Auteuil à Chetelham.

Les messieurs portent le haut de forme. Et les jolies dames, qui ont fait fortune dans le mariage comme leurs maris dans les affaires, sourient à leurs jeunes amants à l'ombre complice de leurs grands chapeaux chics. Tout va bien... Et puis soudain, rien ne va plus. Ca tombe comme à Gravelotte. Le son de l'explosion rythme les courses, et les sangs mêlés de l'homme et du cheval viennent rougir les pistes sablonneuses de nos chers hippodromes. C'est qu'il s'en passe de pas très belles, mais de très saignantes, « sous le regard des élégantes ».

« *Sous le regard des élégantes* » est le titre du dernier Fajardie et, ne boudons pas notre plaisir, c'est un régal de roman populaire. Plus d'aventures que policier, car les policiers y brillent surtout par leur invraisemblable absence (ou quasi-absence), ce qui d'ailleurs est sans la moindre importance. Le propos ? On savait que le monde du cheval avait plutôt mauvais caractère ; avec Fajardie, on apprend qu'il a très très mauvais caractère. Enfin, certains de ses membres, et pas des moins éminents.

Un lord, psychopathe et nazi, promet un cheval invincible, apte aux plus incroyables des exploits hippiques, et s'assure de cette invincibilité en éliminant tous les concurrents potentiels. Mais voilà qu'un

bonhomme, banquier et juif, se dresse devant lui en lui opposant le plus invincible des cracks invincibles. Alors, le lord prend le mors aux dents, écume de colère, hennit de rage. Il ne se laissera pas démonter comme ça. Des escarmouches meurtrières, on passe à la guerre totale, du fusil à lunette au bazooka.

Les gentils sont adorablement gentils, les méchants abominablement méchants. Rien n'est vraiment plausible, mais le décor est là qui suffit à notre bonheur. Et les caricatures nous réjouissent, emportées par le rythme haletant que Fajardie impose à son récit, comme le fait le jockey à sa monture dans la dernière ligne droite. On avale tout, avec un appétit joyeux, même moi qui n'ai jamais pu manger un steak de cheval.

Patrick PIERRAN

Frédéric H. Fajardie - « *Sous le regard des élégantes* » - La Table Ronde, 310 p. - prix franco : 115 F.

VIENT DE PARAÎTRE

ST PAUL

par

GERARD
LECLERC

Prix franco 120 F

Donnez-nous les moyens
de nos ambitions...

Plus que quinze jours...

Quinze jours, c'est le délai qui nous reste pour atteindre l'objectif minimum que nous nous étions fixé. Or, je le constate avec inquiétude, depuis une dizaine de jours notre souscription stagne. Rappelons qu'il nous faut absolument atteindre 40 000 F pour faire face à nos échéances les plus criantes, et qu'il nous faudrait dépasser largement ce chiffre pour pouvoir financer plusieurs projets utiles et urgents qui, faute d'argent, vont continuer à dormir dans nos cartons. J'en appelle à nos amis les plus fidèles, à la « vieille garde » de la NAR, à ceux qui ne nous ont jamais ménagé leur soutien, pour fournir une fois encore le coup de collier nécessaire. Notre seule richesse c'est votre fidélité.

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Emile Arcoutel 50 F - Noël Cannat 500 F - Philippe Vimeux 110 F - Michel Delacroix 100 F - Dominique Durand 2000 F - Stéphane Esquerre 50 F - Catherine Mestre 150 F - Christian Mory 90 F - Yolande de Prunel 500 F - Aimé Richardt 500 F - Un anarcho-royaliste du Maine 250 F - Joël Teruel 100 F.

Total de cette liste : 4 400 F

Total précédent : 26 995 F

Total général : 31 395 F

ILE DE FRANCE

● **Samedi 21 juin** à 16 heures, **réunion d'organisation**, ouverte à tous les lecteurs qui souhaitent participer d'une manière concrète aux activités de la Fédération d'Ile-de-France ou plus simplement faire connaissance avec ses animateurs. A 19 h 30, un repas amical réunira ceux qui le désirent, dans un restaurant voisin, pour clore l'année d'une manière conviviale et festive...

● **La dernière séance du cycle de formation** de cette année : « La monarchie royale (genèse, principes fondamentaux, actualité) » aura lieu le **samedi 28 juin** de 16 h à 18 h dans les locaux de la NAR. Comme de coutume le sujet fera l'objet d'un exposé de 45 minutes suivi de questions et d'une libre discussion.

AUTOCOLLANTS

● Autocollant « *NON aux lois xénophobes* » rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.

Vendu par planche de 12. La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

Autres modèles (on peut panacher les commandes) :

● - Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* » vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

● - Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste*, vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 h. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

● **Mercredi 18 juin** : Pourquoi la Révolution française est-elle passée d'une conception très ouverte de la citoyenneté à une logique d'exclusion et de persécutions ? Comment la figure souvent admirée de l'étranger est-elle devenue une forme monstrueuse qui englobait tous les ennemis du pouvoir révolutionnaire ? **Sophie WAHNICH** répond à ces questions dans un remarquable ouvrage qu'elle viendra nous présenter : « *L'Étranger dans la Révolution française* », c'est mieux comprendre notre conception de la citoyenneté et, aussi, la logique xénophobe dont nous sommes menacés.

● **Mercredi 25 juin** - Sujet non encore fixé.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

A nos lecteurs

➔ Comme tous les ans *Royaliste* va prendre ses quartiers d'été. Notre prochain numéro, daté de juillet-août, sera un **numéro spécial de seize pages**, spécialement conçu pour présenter la NAR, ses idées et ses grandes orientations à un public qui ne nous connaît pas encore. Nous reprendrons ensuite notre publication normale au mois de septembre.

➔ En juillet et en août, nos bureaux seront ouverts tous les jours du lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h. Nous serons heureux d'y accueillir nos amis de passage à Paris.

INTERNET

A titre expérimental, nous avons ouvert un site Internet pour *Royaliste*. Son adresse : <http://www.mygale.org/10/francesc/royaliste/> Lecteurs internautes, n'hésitez pas à vous connecter et à nous faire part de vos suggestions.

BIBLIOPHILIE & HISTOIRE DU ROYALISME

➔ Vendons importante bibliothèque de livres concernant l'histoire du royalisme (principalement période Action Française), comportant de nombreuses éditions originales numérotées sur grands papiers mais également des éditions normales de titres recherchés

➔ Le catalogue complet de la vente est disponible sur simple demande. Merci de joindre quelques timbres pour les frais d'envoi.

Notre fond commun

Suite au vote de rejet que nous avons souhaité, le retour de la gauche aux affaires devrait alléger notre souci dans deux domaines : le droit de la nationalité et le statut des résidents étrangers ; les services publics et le secteur nationalisé.

C'est beaucoup. Ce n'est pas suffisant. Bien entendu, le gouvernement Jospin doit bénéficier, comme tout autre, d'un crédit initial. Il lui est accordé d'autant plus volontiers que les nouveaux dirigeants ont dit et répété qu'ils n'avaient pas le droit à l'erreur. Encore faudrait-il savoir sur quels plans ils entendent démontrer la justesse de leurs analyses et de leurs choix.

Il ne saurait seulement s'agir de connaissance des « dossiers », de bonne gestion des finances et de moralité publique : c'est le minimum, la banalité même. L'erreur, la grande erreur, commise par les gouvernements socialistes puis par ceux de droite, serait de méconnaître notre fond commun, que nous avons peu à peu constitué depuis un millier d'années, et sans lequel nous ne pouvons plus penser ni ressentir notre appartenance collective, poursuivre nos projets, en concevoir de nouveaux, afin de vivre aussi bien que possible notre aventure historique.

Ce fond est constitué par des valeurs, des certitudes, des sentiments transmis au fil du temps, et par un territoire précisément situé sur lequel nous avons construit nos villes, tracé nos routes, dessiné nos paysages : la France n'est pas un absolu, ni une religion, mais le pays de

notre naissance ou de notre élection auquel nous sommes simplement mais fortement attachés.

Qu'est-ce que cela signifie pour un gouvernement ? Qu'il ne fera rien de bon, et qu'il n'aura pas l'assentiment des citoyens s'il néglige, méprise ou rejette six caractères constitutifs de l'ensemble français :

- La France est une nation qui s'est toujours voulue indépendante. Aucun rapport d'expert, aucune leçon sur la modernité,



n'empêcheront les Français de rejeter les prétendues solutions supranationales.

- Les Français ont la passion de la liberté : ils n'accepteront jamais la tyrannie des marchés et le « despotisme éclairé » des prétendus constructeurs de l'Europe.

- Le patriotisme français ne se conçoit pas sans référence à des institutions symboliques (médiatrices et unifiantes) et incarnées - que ce soit par les rois ou par les « grands hommes » de la République. Qu'on prenne garde à ne pas détruire le pouvoir politique, par l'oubli du caractère arbitral de la fonction présidentielle ou par le quinquennat.

- La conception égalitaire des Français implique un État gardien de l'intérêt général, neutre mais bienveillant à l'égard des religions, et capable de mettre en oeuvre l'exigence de justice. Nos affrontements politiques, nos disputes religieuses et nos luttes sociales s'inscrivent dans ce cadre. Il est concevable que d'autres peuples fondent leur patriotisme sur une monnaie stable, ou leurs relations sociales sur un principe de concurrence : les Français ne comprendront jamais qu'on puisse tenir pour essentiels une telle référence et un tel critère.

- La conception française de la solidarité suppose que l'État veille à ce que chacun bénéficie de toute la protection sanitaire et sociale qui lui est nécessaire. Contrairement à ce que serinent certains retraités de l'enseignement supérieur, cette protection n'est pas un obstacle mais la condition du progrès économique et de l'initiative individuelle.

- La doctrine économique de notre nation, enfin, tient pour indispensable l'articulation des services publics, du secteur nationalisé et de libres activités de production et d'échanges. Toute dogmatique ultra-libérale ou collectiviste est par conséquent facteur de révolte.

Le rejet des équipes dirigeantes, qu'on observe depuis près de vingt ans, s'explique par le fait que les élites de droite et de gauche ignorent, trahissent ou violent ces principes qui fondent, par delà toutes nos divisions, le pacte républicain - c'est-à-dire l'alliance du pouvoir et du peuple en vue du bien commun. Telle est la réalité nationale qu'il faut rappeler aux experts américanisés et aux professeurs de « réalisme ». De droite ou de gauche, ceux qui ne respectent pas notre fond commun seront de plus en plus radicalement et de plus en plus violemment récusés.

Bertrand RENOUVIN